LE 10 OCTOBRE : TOUTES ET TOUS EN GRÈVE POUR NOTRE STATUT ET NOS SALAIRES !

Pour le Président de la République et son gouvernement, les fonctionnaires sont avant tout une variable d'ajustement au service de son programme de réduction de la dette. Bercy et la DGFiP, qui vont connaître durant 5 longues années, une nouvelle diminution de leurs effectifs et de leurs moyens de fonctionnement, sont aux premières loges. Ainsi, les agents de la DGFiP vont devoir absorber, en 2018, la quasi totalité des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'État. Cela équivaut à rayer de la carte les directions locales de l'Aveyron, de la Lozère, du Cantal, des Ardennes, des Alpes de Haute Provence et de l'Ariège.

La vision politique d'un service public qui ne serait qu'une charge pour l'ensemble de la société a des conséquences très concrètes à la DGFiP :

- restructurations incessantes,
- adaptation des structures et du réseau au mépris des besoins des usagers et des élus locaux
- perte du sens de nos missions,
- dégradations de nos conditions de vie au travail,
- blocage des promotions.

C'est ce que nous vivons tous les jours… dans tous nos services et sur tout le territoire !

Au même titre que l'ensemble des agent-e-s publics, nous allons par ailleurs devoir subir :

- la remise en cause du statut général et des statuts particuliers,
- le gel de la valeur du point d'indice,
- l'augmentation de la CSG sans véritable compensation et sans amélioration de notre pouvoir d'achat,
- le rétablissement du jour de carence.

Comble de l'ironie, alors que le gouvernement annonce partout vouloir redonner du pouvoir d'achat aux salariés, il oublie les fonctionnaires.

Sans ambiguïté possible, le projet de Loi de finances pour 2018 est annonciateur :

- de nouvelles fermetures de postes,
- d'un accroissement des difficultés pour réaliser l'ensemble de nos missions,
- de risques d'abandons et de privatisations de nos missions.

De surcroît, pour poursuivre cette entreprise de casse généralisée, la Direction Générale accentuera ses attaques contre nos règles de gestion.
Le 10 octobre, mobilisons-nous massivement pour nous faire entendre et défendre légitimement une autre vision du service public et de la DGFiP.

● MARDI 10 OCTOBRE à 10h30 :

● A ORLEANS , place de l'Etape

Rendez - vous des agents des Finances Publiques à 10h Angle Martroi/rue d'Escures

● A MONTARGIS, place du Pâtis

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION POUR:

• l'augmentation de la valeur du point d'indice et refuser tous les systèmes de rémunérations au mérite, aujourd'hui le RIFSEEP
• imposer une compensation pérenne de l'augmentation de la CSG accompagnée d'une augmentation de notre pouvoir d'achat
• empêcher le rétablissement du jour de carence.
• défendre le service public et les missions de la DGFiP.
• exiger l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations.
• protéger notre statut pour permettre un traitement égalitaire de chaque citoyen